LA RELÈVE

Journal de l'Union de la Jeunesse Communiste

janvier-avril 2025

Revenu jeunes et précarité · Le mal logement dans la jeunesse
L'UJC dans les luttes de 2024 · Francs CFA & CFP · Contre l'université au service du capital
Masculinisme et réaction · Réseaux sociaux et impérialisme · Interview de la RKSM(b)

LA RELÈVE

TABLE DES MATIÈRES

LE « REVENU JEUNES », SOLUTION À LA PRÉCARITÉ DE LA JEUNESSE POPULAIRE ? 2

LE MAL LOGEMENT DANS LA JEUNESSE, UN PROBLÈME ENDÉMIQUE SYMPTÔME DU CAPITALISME 4

L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE AU CŒUR DES LUTTES DE 2024 6

FRANC CFA & FRANC CFP : DU LIVRE UN DU CAPITAL AUX LUTTES EN KANAKY OCCUPÉE
DEUXIÈME PARTIE 8

CONTRE L'UNIVERSITÉ AU SERVICE DU CAPITAL : POUR UN ENSEIGNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE ! 11

TIKTOK, META, X : LES RÉSEAUX SOCIAUX COMME OUTILS DE L'IMPÉRIALISME 13

LE MASCULINISME DANS LA JEUNESSE, PREMIER BARAQUEMENT DE LA RÉACTION 15

INTERVIEW DE LA RKSM(B), LIGUE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (BOLCHÉVIQUES), RUSSIE
PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION DE LA RELÈVE ET L'ÉQUIPE INTERNATIONALE DE L'UJC 18

LE « REVENU JEUNES »

SOLUTION À LA PRÉCARITÉ DE LA JEUNESSE POPULAIRE ?

Le Revenu Jeunes est une mesure récente en essai dans différents territoires tels que la Métropole de Lyon ou le département de la Loire-Atlantique, le Revenu Jeunes est mis en place pour répondre à la précarité que rencontre la jeunesse populaire. S'élevant au maximum à 500 euros, il est défini suivant certains critères et concerne tout individu ayant entre 18 et 25 ans qui ne dispose pas ou peu de ressources. Le Revenu Jeunes rappelle par sa forme de nombreuses mesures similaires passées, comme le contrat d'engagement jeune et plus largement tout dispositif d'insertion ayant comme but de répondre à la misère grandissante et accentuée que connaît la jeunesse populaire.

Face à ce nouveau dispositif, nous sommes en droit de nous poser une question : répond-il vraiment à la précarité que subit la jeunesse populaire ? De manière générale, de telles mesures peuvent-elles répondre sérieusement aux causes structurelles qui provoquent la pauvreté et la précarité endémiques au sein de la jeunesse populaire ?

Porté par de nombreuses organisations sociales-démocrates ou même certaines organisations syndicales étudiantes, il n'est pourtant qu'un minima social qui ne se comprend qu'en termes de charité bourgeoise déplacée et illusoire. Déplacée, parce que 500 euros ne suffisent pas à vivre décemment et à répondre aux besoins de la jeunesse populaire. Illusoire, car cette mesure ne permet pas de répondre efficacement à ce qu'elle prétend, mais qui plus est, au contraire tend à acheter la paix sociale de la jeunesse populaire en lui offrant des miettes tout en s'inscrivant dans une longue attaque parallèle aux conquis sociaux du peuple-travailleur ! En outre, ces mesures ne sont jamais des garanties stables pour la jeunesse populaire, elles ne sont pas le fruit d'un rapport de force en faveur du peuple-travailleur et donc de conquis sociaux, mais au contraire apparaissent dans un temps où s'organise et sévit la destruction organisée de ces derniers et notamment de la Sécurité sociale et des services publics. On pense par exemple, dans ce dernier cas, à l'hôpital public, qui subit un démantèlement général de la qualité et de l'accessibilité des soins, par manque de moyens et de personnels, tandis que fleurit en parallèle une myriade de cliniques privées. On pense aussi à la contre-réforme des retraites, fruit d'un long travail de l'État bourgeois : Chirac en rêvait, Macron l'a réalisé ; il faudra sûrement peu de temps avant que se généralise l'idée d'une retraite par points capitalisable, et il en est de même pour la santé lorsqu'on entend parler certains économistes de la Sécurité sociale 2.0 inspirée par le développement des formes de travail en auto-entreprise comme avec Deliveroo ou Uber. L'éducation nationale n'y échappe guère non plus : de par la généralisation des primes, les salaires sont gelés depuis de nombreuses années sans perspective aucune !

La destruction généralisée des conquis sociaux et des services publics au profit des secteurs privés, remplacés par des formes de charité conditionnées et modulées par la bourgeoisie en fonction de ses intérêts, doit être mise en échec par les luttes des travailleurs et travailleuses et de la jeunesse populaire, et par la défense des intérêts de la classe ouvrière et de ses alliés. Cela ne peut en revanche pas se réaliser pleinement, comme aujourd'hui, par une attitude syndicale défensive qui ne viserait qu'à construire un rapport de force pour la défense des intérêts immédiats ; il est certes nécessaire d'améliorer nos conditions de travail et de défendre nos droits et d'en conquérir de nouveaux, mais cela est insuffisant. L'histoire de la Sécurité sociale et de tout ce qu'elle englobe, comme les retraites ou l'accès aux soins montre bien à quel point les conquis sociaux ne sont jamais gravés dans le marbre et peuvent se voir, si tôt le mouvement ouvrier et syndical affaiblit, être attaqués par la bourgeoisie, puisque initialement, celle-ci les avait concédés dans un temps où le mouvement ouvrier était fort et organisé tandis que la bourgeoisie était affaiblie. Il suffit de penser aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, où tous les conquis sociaux récents en France sont apparus.

Si les conquis sociaux des travailleurs et travailleuses et de leur

jeunesse sont effectivement toujours temporaires, c'est parce qu'ils s'opposent aux intérêts de la classe capitaliste, qui sont la réalisation de profits par l'exploitation du travail. Le salaire que touchent les travailleurs et travailleuses ne représente pas en effet la valeur totale produite par leur travail : il constitue le prix de la force de travail. L'intérêt des capitalistes est donc de réduire ce prix à son minimum afin d'assurer un profit maximum, tandis que l'intérêt des travailleurs et travailleuses est d'assurer que la valeur qu'ils créent leur revient.

Ainsi, défendre nos droits et nos conditions de travail ne suffit pas à rompre l'exploitation du système de production capitaliste. C'est pourquoi la charité bourgeoise et même la défense des salaires permet d'une certaine manière d'acheter la paix sociale, car en se satisfaisant de cela et sans remettre le capitalisme en question, on voit apparaître des attitudes passives et uniquement conçues comme défensives. La bourgeoisie française, toujours dans son effort de lutte pour le profit, ne lésine jamais quant à la destruction des conquis sociaux, et plus pernicieux encore, elle voudrait se faire passer pour la bonne âme charitable avec des mesures comme un « Revenu Jeunes » ! Pourtant, si toute la valeur créée par les travailleurs et travailleuses revenaient à l'ensemble de la société et non à une minorité exploiteuse, il n'y aurait pas besoin d'un « Revenu Jeunes » au montant dérisoire, puisqu'il n'y aurait plus de pauvreté.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous satisfaire du minimum, mais construire un rapport de force constant et déterminé en convergeant et en amplifiant les luttes des travailleurs, des travailleuses et des étudiant.es pour nos intérêts immédiats vers la construction et l'organisation d'une lutte contre le capitalisme, la classe exploiteuse et leur État. Seule une telle lutte et sa victoire permettront d'en finir avec l'exploitation des travailleurs et travailleuses et de l'environnement par une minorité bourgeoise, avec l'oppression des femmes, des personnes racisées et des personnes LGBT+, avec la guerre entre les peuples. Seule une société dirigée par les travailleurs et travailleuses eux-mêmes pourra mettre fin à la précarité et la pauvreté qui frappe la jeunesse populaire par la fin de l'exploitation du travail et de l'accaparement privé.

Pour notre dignité, pour nos droits, contre la précarité et la pauvreté : organisons la lutte vers la révolution sociale et le socialisme-communisme !

Le Comité de rédaction
de La Relève

LE MAL LOGEMENT DANS LA JEUNESSE

UN PROBLÈME ENDÉMIQUE SYMPTÔME DU CAPITALISME

S'il y a bien une expression particulièrement brutale de la lutte des classes, c'est dans le domaine du logement – nécessité vitale de la survie humaine. Le logement, en régime capitaliste, s'inscrit dans une logique de marché et est avant tout considéré comme une source d'enrichissement et de profits. Il tend en outre, par cette logique, à se concentrer aux mains d'une part toujours plus restreinte d'entreprises et de familles bourgeoises et des couches aisées. C'est là que réside l'une des causes fondamentales de la hausse des prix des loyers et logements pour atteindre les sommes exorbitantes qu'ils ont actuellement et qui continuent à augmenter, par exemple via la spéculation. Or les difficultés à trouver un logement, et encore plus à un loyer abordable, sont un des principaux vecteurs de la précarité de la jeunesse populaire – cette dernière fait partie des principales victimes de la "crise du logement" que traverse actuellement la France et nombre d'autres pays capitalistes.

Les faits parlent d'eux-mêmes : en 2023, 87 000 étudiants n'avaient pas de logement et 1,5 million d'étudiants étaient dans une situation de mal logement. Dans le même temps, 46 % du parc immobilier en France n'est détenu que par 11 % des ménages, lesquels se trouvent toujours dans les couches sociales aisées. Les rentiers et surtout les grands rentiers investissent dans les logements comme sources de profits, lesquels proviennent notamment du fait que le prix des loyers est supérieur à la valeur réelle du logement (le coût initial de sa construction et de ses réparations et rénovations) sur la période louée, la montée des prix étant permise entre autres par la spéculation, une demande en hausse constante par rapport à l'offre et la concentration toujours plus accrue de la propriété des logements aux mains d'une part toujours plus restreinte de la population. Les logements sociaux eux-mêmes n'échappent pas à cette logique, une part toujours plus grande tendant à se concentrer aux mains de quelques entreprises immobilières : citons par exemple la société Immobilière 3F, gestionnaire de plus de 250 000 logements sociaux en France faisant d'elle le premier bailleur social en France, et qui affiche un chiffre d'affaires de 1,6 milliard en 2019 dont 219 millions de bénéfices nets. Nous pouvons également citer Batigère, groupement d'intérêt économique du groupe Batipart, gestionnaire de plus de 150 000 logements sociaux en France, dirigé par le "magnat de l'immobilier" et milliardaire Charles Ruggieri et sa famille. En outre, au-delà de la question de la location, toute la chaine de construction et de vente des logements dépend de grands monopoles et de leurs filiales : citons par exemple le monopole Vinci et ses filiales Vinci Construction et Vinci Immobilier, ou le monopole Bouygues et ses filiales Bouygues Construction et Bouygues Immobilier, chacun faisant partie des plus grands constructeurs et promoteurs immobiliers de France pour des profits atteignant plusieurs dizaines voire centaines de millions pour chacune des filiales citées.

Il existe en plus de cela, par la logique précitée, une véritable problématique de manque de logements disponibles à cause de la reconversion des appartements en locations touristiques (via AirBnB, notamment) par les propriétaires, et dont les coûts sont beaucoup plus élevés que les locations classiques. Cette dynamique a ainsi été l'un des principaux vecteurs de la diminution de moitié des logements en location classique entre 2019 et 2023, en particulier dans les zones les plus touristiques où le mal logement devient de plus en plus endémique.

En parallèle, le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) ne bénéficie pas de places suffisantes ni d'investissements conséquents pour pallier aux besoins réels dans le pays. Cela contraint justement nombre d'étudiants et étudiantes à se tour-

ner vers le secteur privé, bien plus onéreux, où leurs demandes ne sont pas prioritaires : ces dernières s'élèvent en moyenne à 10 démarches pour 44,6 % des demandeurs avant de pouvoir être logé, et 4,78 % dépassent les 40 refus avant d'être acceptés. Pourtant, malgré les difficultés que rencontre la jeunesse populaire à se loger, 3 millions de logements sont vacants en France, et ce chiffre a augmenté de 60 % en 30 ans.

Face à cette situation, les solutions proposées par la social-démocratie ne paraissent être qu'un maigre filet pour permettre à la classe ouvrière, aux secteurs populaires et à leur jeunesse d'échapper à la misère totale tout en restant soumis à la pauvreté et à la domination de la classe bourgeoise. L'exemple du Revenu Jeunes abordé dans l'article précédent en est un parfait exemple : non seulement son montant est généralement largement incapable de couvrir le montant du loyer d'un logement décent, mais il ne solutionne pas la crise à la racine par une remise en cause de l'exploitation et des inégalités économiques, produits du mode de production capitaliste. Au contraire, ces aides versent dans la charité comme maigre compensation à l'accaparement, par la bourgeoisie, du surproduit (part de la production qui excède la simple reproduction de la force de travail) créé par la classe ouvrière et sa jeunesse : ainsi le caractère élevé des prix des loyers est également relatif, puisque nos salaires sont bien inférieurs à ce qu'ils devraient être considérant le total de la valeur créée par les travailleurs et travailleuses, en particulier au sein de la jeunesse travailleuse soumise à des formes aigües d'exploitation (stages, alternances, salaires minimum justifiés par l'âge, etc.). De la même manière, cette même exploitation du travail réduit la part du salaire socialisé (la part de la valeur créée répartie dans toute la société pour les besoins de toutes et tous) et empêche donc l'établissement de réelles aides et bourses pour les étudiants et étudiantes, et de manière générale pour toutes les personnes qui en auraient besoin. Il est certes urgent de permettre une diminution des frais de location et une meilleure prise en charge de toutes les personnes nécessitant un logement, mais dans le cadre capitaliste d'exploitation, de profits et de rentabilité comme seules boussoles, la primauté reste pour l'appareil d'État bourgeois et ses politiques de maximiser les profits de la bourgeoisie au détriment de la jeunesse populaire précarisée et de toute la classe travailleuse.

Le problème de ces solutions n'est donc pas leur inutilité en soi, mais leur limite pour résoudre à la racine la crise du logement : une résolution réelle et durable de la crise du logement, dans tous ses aspects, ne pourra pas avoir lieu tant que le logement dans tous ses aspects, de sa construction à sa vente ou location en passant par ses réparations et rénovations, sera soumis aux logiques de marché et confié à un nombre toujours plus restreint de propriétaires et d'entreprises pour leurs profits, et tant que l'exploitation du travail persistera. Face à ce fait, nous ne réclamons donc pas seulement que plus d'aides soient versées aux locataires en difficulté ou que plus de logements soient construits : nous affirmons que la question du logement dans sa globalité ne pourra être résolue qu'en mettant un terme aux problèmes précités, qui sont le fruit direct du système capitaliste et qui ne pourront être résolus qu'en renversant ce dernier. Le parc immobilier doit devenir un bien public dont les logements seront attribués à chacun selon ses besoins et ses mérites et dont les constructions, réparations et rénovations seront organisées selon les besoins et les nécessités via la planification centralisée et scientifique de l'économie et confiées à des entreprises publiques dont les moyens de production auront été socialisés. Tous les États socialistes passés et présents qui s'étaient débarrassés du capitalisme et de ses logiques de marché, de profits et d'exploitation ont appliqué ces principes, et les résultats étaient la construction massive de logements, un prix des loyers contrôlé, très abordable voire extrêmement bas par rapport aux salaires, l'attribution des logements en fonction des besoins (lieu de travail, nombre de personnes à loger dans la famille, etc.), et la réduction constante du nombre de sans-abris et de mal logés ; une dynamique inverse à celle que nous vivons actuellement.

Cédric et Roxane

L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE AU CŒUR DES LUTTES DE 2024

L'année 2024 a été une année mouvementée, et nos militants et militantes se sont mobilisés tout au long de l'année pour défendre les intérêts de la jeunesse populaire. En effet, celle-ci fait partie des premiers concernés par les effets dévastateurs des politiques austéritaires des gouvernements successifs, de l'impérialisme et du colonialisme français, mais aussi du sexisme et du racisme.

C'est pourquoi, dans son effort de lutte contre le capitalisme, l'UJC, durant l'année, a mis en place la tactique de son Parti, le PCRF (Parti Communiste Révolutionnaire de France) : "classe contre classe". Cette tactique a pris forme à travers des luttes quotidiennes, implantées dans les secteurs de la jeunesse populaire, comme le "bloc rouge" à Lyon et à Nancy, face au processus de fascisation et pour montrer et démontrer en quoi l'exploitation capitaliste ne peut et ne pourra se défaire que dans la construction d'un rapport de force dans nos lieux de travail, dans nos lieux d'étude et dans la rue et non, comme le voudraient les sociaux-démocrates, en participant au grand bal illusionniste parlementaire et électoral. De même, la lutte de la jeunesse populaire passe par un accès et un droit à l'éducation, c'est pourquoi nos militantes et militants se sont rapprochés du centre de formation et d'apprentissage de l'industrie (CFAI) de Eckbolsheim, près de Strasbourg en Alsace : contre la fermeture de classes, le manque de remplacements d'acteurs pédagogiques, nous nous sommes mobilisés en soutien aux apprenants, et par une action de collage et une table d'échange, nos militants et militantes ont pu échanger auprès des habitants et habitantes du quartier et des apprentis en formation. Nous nous sommes également rendus dans plusieurs villes de France pour organiser des cortèges le 1er mai, journée des travailleurs et des travailleuses et véritable thermomètre des luttes sociales anticapitalistes Le 1er mai de l'année 2024 fut notamment l'occasion d'échanger sur nos analyses du socialisme scientifique et de montrer en quoi la forme et le caractère de nos luttes concrètes et quotidiennes ont toujours un axe anticapitaliste et antifasciste.

Dans un même temps, nous nous sommes constamment mobilisés pendant l'année en soutien au peuple palestinien, et avons rejoint les nombreuses luttes à l'échelle nationale. Au-delà des appels "humanistes" au respect du droit international, il s'agit pour nous de défendre son autodétermination et dénoncer le génocide qu'il subit à Gaza depuis maintenant plus d'un an. Ce génocide est perpétré par l'État israélien, avec la complicité de la bourgeoisie française dont les monopoles exportent leurs marchandises et capitaux en Israël et dans ses colonies en Palestine, et certains participent directement au génocide en exportant des équipements militaires, comme Dassault. Le 14 novembre 2024 a aussi été l'occasion d'une mobilisation dans la Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, camarade libanais enfermé depuis 41 ans par l'État français alors qu'il est libérable depuis 25 ans, maintenu emprisonné à cause de ses idées communistes et de

son soutien au peuple palestinien. Cette lutte est d'autant plus importante que la répression des militants de la cause palestinienne est forte en France, et Georges Abdallah en est le premier représentant. Au-delà de nos mobilisations pour le peuple palestinien, nous nous sommes également mobilisés durant les manifestations de soutien à la lutte pour l'autodétermination du peuple kanak et la libération des déportés et prisonniers politiques kanaks, victimes de l'intensification du colonialisme de l'État français et des contradictions inter-impérialistes dans la zone indopacifique.

Nos militantes et militants se sont aussi mobilisés dans de nombreux autres évènements : la journée du 8 mars, la mobilisation contre la loi immigration de mars 2024, la marche des fiertés LGBT+, mais aussi à la journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Il s'agit, à travers ces évènements, de lutter contre un processus au long cours, multiforme, qui frappe l'ensemble des travailleurs et travailleuses et des secteurs populaires, à savoir la fascisation de l'État. Contre ce processus qui intensifie la violation par la bourgeoisie et son État de sa propre base légale afin d'intensifier l'exploitation et l'oppression au profit des monopoles français. Il est important d'apporter notre soutien, par exemple, contre les violences faites aux femmes et son large cautionnement par l'État bourgeois : il s'agit d'une clé de voûte de la préservation du capitalisme et du patriarcat, vecteur de la division genrée du travail, de la surexploitation du travail reproductif et du contrôle des corps des femmes. De même, les marches des fiertés sont aussi l'occasion de montrer notre soutien aux luttes contre les LGBT+phobies et toutes les formes d'oppression entretenues par le capitalisme.

Nous étions également présents avec notre Parti à la Fête de l'Humanité 2024, évènement majeur en France dont l'enjeu était pour nous et notre Parti de faire vivre et faire diffuser le marxisme-léninisme dans un événement marqué par l'hégémonie sociale-démocrate. Ce temps a notamment été l'occasion de rencontres de différentes associations en solidarité avec les peuples de Palestine ou de Kanaky. Il a aussi été l'occasion de débats au sujet de la Kanaky occupée, du Nouveau Front Populaire et son programme ou encore de la question de la guerre inter-impérialiste en Ukraine où sont massacrées les jeunesses populaires ukrainiennes et russes.

Enfin, dans un esprit fraternel de camaraderie et internationaliste, nous nous sommes rendus à plusieurs rencontres internationales avec des partis frères membres de l'Action Communiste Européenne et leurs organisations de jeunesse, et ce, dans un effort de construction d'une coalition de partis bolchéviques à l'échelle européenne. Ainsi, nos militants et militantes se sont rendus au camp d'été du Mouvement des jeunes communistes des Pays-Bas (CJB), où durant quatre jours en août, nos militantes et militants ont pu échanger avec différents organes de jeunesse communiste européens, se former collectivement et renforcer nos liens internationaux. De même, nous étions présents en août 2024 à la cinquantième édition d'Odigitis, le festival de la Jeunesse Communiste de Grèce (KKE), jeunesse du Parti Communiste de Grèce (KKE). Cette rencontre est importante pour nous et notre Parti, car c'est aujourd'hui un des rares espaces en Europe où l'hégémonie sociale-démocrate n'y est pas instituée. Cela nous a donné l'occasion de présenter nos actions et notre matériel, tels que des tracts, affiches et brochures lors de la tenue d'une table, mais aussi de participer à près de quatorze bilatérales avec des partis du monde entier ou leurs organisations de jeunesse. Enfin, nous nous sommes rendus en fin d'année à la 18ème Conférence des organisations de jeunesses communistes européennes (MECYO), où nous avons pu exposer nos analyses marxistes-léninistes sur des questions liées au capitalisme français et sa place au sein de l'Union européenne, à l'eurocommunisme comme forme d'opportunisme contemporain, ou encore au post-modernisme. Nous avons enfin pu, lors de cette conférence, renforcer nos liens avec nos organisations sœurs, comme les CJB, le Front de la Jeunesse Communiste (FGC, Italie) ou encore les Collectifs Jeunes Communistes (CJC, Espagne).

Cette année encore est un rappel par nos luttes, nos actions et nos rencontres que dans le quotidien comme dans les rendez-vous nationaux et internationaux, le mouvement ouvrier et communiste a grandement besoin d'être présent auprès des exploités et opprimés. Face à l'intensification des contradictions inter-impérialistes, face au colonialisme et aux génocides : organisons notre colère !

PM et Simon

FRANC CFA & FRANC CFP

DU LIVRE UN DU CAPITAL AUX LUTTES EN KANAKY OCCUPÉE

Deuxième partie

Première partie à relire dans La Relève, juillet-octobre 2024

Monnaie et colonies

Au terme de cette traversée, on comprend en quoi *la monnaie en situation coloniale forme l'un des fondements essentiels de la domination et l'exploitation de la métropole*. Si elle peut survivre à la colonisation comme dans le cas du franc CFA, ce n'est pas en raison de son caractère accessoire mais car elle constitue l'une des bases élémentaires pour l'expansion de tout rapport colonial sous le capitalisme. En ce sens, cette base peut être préexistante à la colonisation et lui donner une assise matérielle ferme, tout comme elle peut lui survivre afin de réassurer une stabilité de la zone d'influence pour l'État anciennement colonisateur[1]. Citons trois traits caractéristiques de la monnaie en situation coloniale comme en Kanaky. Tout d'abord, *la monnaie de la métropole permet le contrôle, l'information et la direction de la production* sur le travail du peuple colonisé. Dans le cas kanak, des filiales financières comme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations (cette dernière au nom de l'État français lui-même) sont respectivement actionnaires à 37,08% et 27,13% du monopole Eramet, gérant pas moins six des sites d'extraction de nickel en Kanaky. Le nickel est par ailleurs l'un des enjeux centraux pour la bourgeoisie française dans la colonisation, mais la place monétaire énorme que jouent l'État lui-même (par le biais des impôts et taxes publics donc) ainsi que le capital financier français permettent de déposséder entièrement le peuple autochtone de toute capacité à gérer lui-même sa production. En effet, le peuple kanak ne pouvant disposer d'institutions financières propres, il ne peut même en cas d'indépendance formelle ou partielle avoir les canaux d'informations et d'analyses nécessaires à l'usage de ses propres ressources et forces productives. La monnaie étant indicateur de valeur pour la production et son organisation, en ce qu'elle l'exprime lors de l'échange, ne pas la maitriser revient à perdre toute autonomie de gestion de ces ressources même en cas d'État formellement indépendant[2].

Deuxièmement, *ce contrôle de la production par la métropole se double d'une dévalorisation des marchandises produites par les kanaks au profit de la métropole*. L'argument peut sembler technique mais est d'importance. Si la monnaie fixe une valeur lors de l'échange et pour l'échange, cette valeur exprime le temps de travail socialement nécessaire moyen selon les critères de l'État-nation et de son marché possédant la monnaie en question. En France, la valeur monétaire d'une voiture exprime le temps de travail nécessaire à la production selon la zone d'influence des sites de production français et ses critères propres. Ainsi, importer dans une nation étrangère par la violence une monnaie d'une nation entièrement différente, c'est du même coup importer une valorisation monétaire selon les forces productives du colonisateur. Là où le temps de travail nécessaire à l'extraction du nickel et la production d'une matière première utilisable est longue et coûteuse au sein de la France, de part ses particularités naturelles et une classe ouvrière bien moins tournée vers ce procès de travail, elle est pourtant valorisée selon ses propres critères lorsqu'il s'agit d'un territoire riche en minerais et capable productivement comme la Kanaky. Le résultat n'est donc paradoxal qu'en apparence lorsqu'on observe les cours du nickel : là où la Kanaky pourrait écouler son nickel par une zone monétaire autonome lui permettant des échanges bien moins chers et plus rapides pour faire croitre sa propre industrie lourde, le franc CFP valorise le nickel à un prix bien plus élevé selon le temps de travail de la métropole, car ne servant que les intérêts d'exportation des monopoles français et non les Kanaks eux-mêmes[3]. Le contrôle de la production se double donc de sa dévalorisation constante au profit de la métropole[4].

Enfin, le franc CFP permet une

exploitation spécifique aux travailleurs kanaks eux-mêmes, en rendant le prix de leur force de travail (le salaire), entièrement dépendant de la métropole et de ses marchandises. Effectivement, c'est un fait connu que la presse bourgeoise s'empresse de masquer en en appelant à « l'isolement insulaire » du territoire kanak, mais les marchandises de consommation sont à un prix bien plus élevé qu'en métropole, par exemple pour la nourriture ou les énergies. Loin de la seule question d'être une île, il en vient encore une fois à la monnaie : celle-ci valorisant les marchandises selon les critères de production de la métropole, la moindre huile d'olive prend une valeur deux à trois fois supérieur qu'en métropole en raison de l'absence de toute production nationale d'ampleur. Ainsi, la monnaie reflétant le temps de travail de la métropole n'ayant rien de commun avec la production et l'économie kanak, celle-ci est absolument désavantagée. À l'inverse, le salaire kanak ne suit pas, puisqu'il valorise le coût nécessaire à la reproduction de la force de travail kanak, le cout nécessaire à ce que les Kanaks retournent au travail pour la métropole dont l'augmentation ou non dépend de la lutte de classes. En somme, la monnaie en contexte colonial ou postcolonial crée un rapport asymétrique dans la vie économique la plus quotidienne : *entre des salaires pressurisés à l'extrême par l'exploitation des monopoles de la métropole, et des marchandises produites et valorisées par la métropole et pour elle*[5].

Le franc CFP, tout comme le franc CFA, fait voir son enjeu politique essentiel comme base de colonisation, survivance d'elle afin de maintenir son influence, mais aussi durant la période coloniale même comme en Kanaky par son caractère structurant à triple titre. *La monnaie coloniale permet le contrôle, la dévalorisation, et la surexploitation de la production et des producteurs kanaks.*

Milice indépendantiste kanak, 1988

Monnaie et caldoches[6]

Il est d'usage dans des tendances politiques se réclamant de l'anticapitalisme d'accuser le Marxisme-Léninisme de n'être qu'une froide mécanique économiste, incapable de saisir des faits politiques centraux comme la colonisation ou le racisme au profit de réductions plates pour les seuls rapports du travail avec le Capital. Avec cette brève intervention, on peut donc poser deux thèses que l'on détaillera quelque peu pour conclure.

D'abord, *la social-démocratie ne veut pas toucher au franc CFP car il en va de l'intérêt national et colonial matériel de tout l'État français au-delà de ses apparentes dissensions.* Réinscrire la colonisation dans ces structures matérielles fait précisément droit à toute la spécificité de la colonisation dans la lutte de classes. La colonisation trahit la social-démocratie même lorsqu'elle use d'une rhétorique anticoloniale, et montre les intérêts communs de classes aux monopoles français et aux différents partis cherchant à former gouvernement sous leurs directions, là ou d'autres axes ne le démontrent pas avec une telle clarté. Loin de n'être qu'un simple oubli, ou une différence tactique, la question du franc CFP est révélateur de ce que même le Nouveau Front Populaire (NFP) ne veut pas et ne peut pas discuter : la nécessaire continuation coloniale de l'État qu'il entend représenter par un projet de « paix civile » dans son programme rappelant les pires mots d'ordre bourgeois en faveur de la colonisation[7].

Deuxièmement, nous espérons que l'emphase mise ici sur la monnaie démontre le caractère non réductionniste du Marxisme-Léninisme. En Kanaky, *la monnaie et le salariat ont substantiellement des caractéristiques coloniales n'existant pas en métropole.* En somme, il n'y a pas « d'un côté » la colonisation et « de l'autre » l'économie, mais une base matérielle d'ores et déjà propre au colonialisme dont il faut dégager

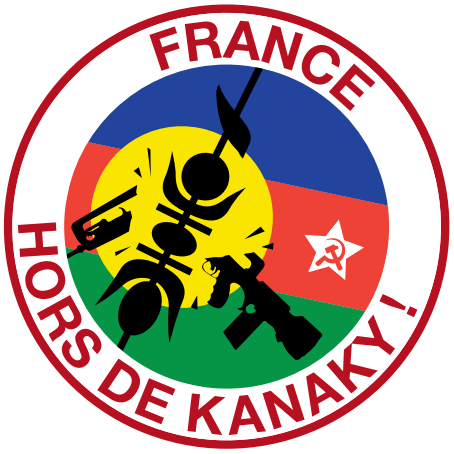
toute la spécificité. Des spécificités n'étant pas gratuites pour la seule étude, mais proposant en lieu et place de phrases creuses sur l'autonomie formelle et juridique que propose le programme du NFP des questions tactiques et stratégiques ajustées à la particularité de la situation.

Nous avions par exemple noté le rapport asymétrique créée par la monnaie coloniale entre salaires kanaks et marchandises issues de la métropole en troisième caractéristique du franc CFP. La séquence de lutte de 2024 a vu des milices de colons armés et soutenus par la police françaiseorganiser barrages et ratonnades contre les manifestants kanaks. Ces milices de « caldoches » sont fortement structurées dans la province sud, comme à Nouméa, dont les moyens matériels de lutte armée dépassent de loin les organisations indépendantistes comme le CCAT (Comité de Coordination des Ac-

tions de Terrain)[8]. C'est le franc CFP qui permet ce décalage, n'étant en rien donc une question uniquement économique, mais déterminant les moyens de la lutte politique. À des colons dont la monnaie coloniale permet organisation et moyens techniques supérieurs par le rapport aux marchandises (ici militaires donc), celle-ci laisse des moyens moindres aux indépendantistes devant combattre ces milices. L'axe tactique du retrait du franc CFP permet donc un gain vers la victoire stratégique de libération nationale, en diminuant de beaucoup l'avantage technique et matériel des colons dans la lutte de classes, quelle qu'en soit sa forme plus ou moins violente. On peut penser également aux conséquences de ce gain tactique concernant la première caractéristique notée, celle du contrôle et de la gestion de la production locale. Le retrait du franc CFP implique la création d'une monnaie locale, n'étant certes pas à elle seule signe d'une libération nationale effective, mais permettant un renforcement de l'organisation des travailleuses et travailleurs locaux par une meilleure connaissance et administration de leurs ressources, des syndicats jusqu'aux partis politiques. En situation coloniale, les classes exploitées peuvent en effet difficilement s'organiser en syndicats et partis autonomes, précisément par le manque d'informations permettant centralisation et communication sur la production en cours, ses problèmes et besoins afin de l'accroitre face aux bourgeoisies occupantes. Encore une fois, il s'agit d'une victoire tactique permettant de renforcer la lutte d'indépendance locale contre les classes exploiteuses en vue de l'objectif stratégique de libération.

Afin de conclure, nous avons donc ici pris le temps long de l'analyse scientifique de Marx, afin qu'elle puisse donner lieu à tout ce qui la différencie du cadre d'analyse social-démocrate sur une conjoncture particulière. Là où celui-ci ne permet de réfléchir que *formellement*[9], en termes purement idéologique de « reconnaissance », ou de « paix partagée », même sous la phrase la plus radicale, un cadre Marxiste-Léniniste réfléchit *stratégiquement et tactiquement* en termes de victoires et de défaites dans les luttes de classes matériellement. Les questions monétaires, productives, ou encore ouvrières ne sont pas des questions différentes de celles concernant une lutte de libération nationale. Au contraire, c'est leur compréhension et mise en pratique sous direction socialiste qui permet l'entière réussite d'une libération nationale radicalement anticoloniale.

JC



---

1. On notera que dans le cas du franc CFA, celui-ci n'a jamais changé de fonction mais de nom, s'adaptant à la colonisation, la décolonisation, jusqu'à aujourd'hui dans le cadre des tensions inter-impérialistes au Sahel et ce qu'elle impose à la bourgeoisie Française sous le projet de la monnaie « ECO ». Sur ce point, nous conseillons la vidéo synthétique du collectif Survie à retrouver facilement en ligne revenant sur l'évolution de la monnaie coloniale Française : « Franc CFA, c'est quoi le problème ? »

2. C'est là le sens politique de « l'arrimage à l'Euro », décidé dès 1999 pour le Franc CFA et le Franc CFP. Arrimer totalement la valeur d'une production locale à celle d'une métropole empêche toute capacité à la maitrise de sa propre production par des indicateurs de prix n'ayant de sens que pour la métropole.

3. On se reportera à cet article pour une étude détaillée de la production du Nickel en kanaky : https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/decryptage-nickel-une-richesse-qui-coute-cher-1445258.html .

4. On ajoutera à la capacité de dévalorisation son renforcement par des mesures coercitives. En effet, le Franc CFA et le Franc CFP interdit toutes autres conversions qu'avec l'Euro, empêchant de fait toutes exportations si ce n'est pour l'État colonial lui-même. L'impossibilité de conversions alternatives empêche également d'organiser la production en vue d'autres exportations ou importations, les rendant entièrement dépendants respectivement de la métropole.

5. Concernant les différences de salaires en Kanaky et en métropole : https://fr.indeed.com/conseils-carrieres/remuneration-salaire/salaire-moyen-nouvelle-caledonie#:~:text=En%202020%2C%20le%20salaire%20mensuel,qu'en%20Nouvelle%2DCal%C3%A9donie .

6. Expression Kanak désignant les colons de la métropole.

7. A l'opposé, il vaut la peine de citer la huitième close d'admission au sein de la troisième internationale communiste issue de la révolution d'octobre : « *Tout parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer impitoyablement les entreprises de « ses » impérialistes dans les colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement de libération dans les colonies, d'exiger qu'en soient expulsés les impérialistes nationaux, de cultiver dans les cœurs des ouvriers de son pays une attitude vraiment fraternelle à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et de poursuivre une agitation systématique parmi les troupes de son pays contre toute oppression des peuples coloniaux.* » À retrouver entièrement en ligne. C'est nous qui soulignons.

8. Sur ce point, nous renvoyons à l'enquête complète et accablante du journal Médiapart sur la complicité entre milices de colons et détachements spéciaux d'État lors de la brutale répression du mouvement indépendantiste pendant l'année 2024. Se reporter à : « Lors des révoltes en Nouvelle-Calédonie, des habitants armés ont été soutenus par la police », P. Pascariello, 29 mai 2024.

9. Que les sociaux-démocrates en aient conscience ou non ne change rien. Sans une lutte idéologique permettant un programme et une analyse sourcée et concrète, aucune stratégie réelle n'est possible. Sur ce point, la social-démocratie se divise souvent en deux positions : l'inconscience, ou la complicité pure et simple comme dans le cas du parti socialiste, composante majeure du NFP.

CONTRE L'UNIVERSITÉ AU SERVICE DU CAPITAL : POUR UN ENSEIGNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE !

Une fois de plus, le gouvernement poursuit la casse de l'université avec son budget 2025 de l'enseignement supérieur. Cette coupe de 630 millions d'euro touche des secteurs tels que le financement du CNRS, le budget des universités et des infrastructures ou encore le financement des bourses. Ce qui est décrit comme les effets d'une « crise de l'enseignement supérieur » n'est ni un accident ni une conséquence d'une mauvaise gestion du budget des gouvernements successifs : c'est une nécessité structurelle du capitalisme.

Cette coupe qui s'inscrit dans une dynamique générale de casse des services publics va une fois de plus entraîner une dégradation significative des conditions d'étude de l'ensemble des étudiants et étudiantes. On peut citer comme conséquence à ce budget la diminution du nombre de places dans de nombreuses formations partout en France, l'augmentation de 2,9% des frais d'inscription à la rentrée dernière pour l'ensemble des étudiants et étudiantes, ou encore la baisse du budget alloué aux infrastructures des universités. Aujourd'hui en France, en plus de subir de plein fouet la précarité, les étudiants et étudiantes doivent également faire face à la baisse systématique de la qualité des formations avec des locaux et des équipements de plus en plus dégradés, un nombre d'heures de formation en baisse ou encore des classes de plus en plus surchargées. Pourtant, l'argent ne semble pas manquer : le budget de l'armée a augmenté de 3,3 milliards en 2025 et celui de l'Intérieur de 587 millions d'euro. Comment pouvons-nous accepter une situation pareille dans un pays où les 500 plus grandes fortunes accaparent plus de 45% du PIB ? Face à ces mesures, les étudiants et étudiantes se mobilisent et appellent à s'organiser. En ce début d'année 2025, des assemblées générales se sont organisées et des facultés ont été bloquées par des étudiants et étudiantes déterminés à travers tout le pays. Ces initiatives sont articulées autour de mots d'ordres tels que l'augmentation du financement de l'enseignement supérieur, l'augmentation du nombre de places dans les formations ou encore pour demander l'accès à des logements décents pour tous les étudiants et étudiantes.

Blocage à l'université Rennes II contre les coupes budgétaires, janvier 2025

Mais face à la colère des étudiants et étudiantes, les ministres successifs de l'enseignement supérieur responsables des baisses de budget systématiques depuis 2014 préfèrent jouer la carte de la diversion en invoquant une prétendue lutte contre l'islamo-gauchisme. Déjà en 2021, la ministre Frédérique Vidal avait déclaré "l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et l'université n'est pas imperméable". Cette ligne d'attaque des capitalistes leur permet aussi de justifier leur casse méthodique de l'enseignement supérieur et de justifier l'instauration d'une censure de plus en plus violente dans nos universités. Patrick Hetzel (un autre ministre éphémère de l'éducation) a pu concrétiser ce projet avec l'ouverture d'une commission d'enquête à ce sujet en avril 2024. On ne peut que s'inquiéter des perspectives répressives que peut entraîner cette démarche.

En outre, les réformes qui s'enchaînent depuis la loi de 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) poussent de plus en plus, sous couvert de liberté pédagogique, les universités à chercher des financements privés : l'enseignement n'échappe pas à la logique de profit. Cette loi et les réformes qui l'ont suivie ont eu plusieurs effets visibles depuis leur mise en place : les universités entrent en concurrence entre elles, les fondations de chaires sont financées par des entreprises comme Total, la BNP ou LVMH. La recherche s'oriente, de fait, vers des sujets rentables pour les entreprises au détriment de la formation critique. La baisse des financements publics a mené d'ailleurs aux réformes plus récentes concernant la hausse des frais d'inscription à l'université. Si les conditions se complexifient

pour les étudiants et étudiantes, elles se complexifient aussi pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses dans les universités : les contractuels sont de plus en plus nombreux face aux statutaires qui voient leur nombre en diminution. De plus, les présidences des universités ont, par la même occasion, gagné un pouvoir décisionnel accru au détriment des conseils de département et de facultés, menant de plus en plus à une logique de « gestion d'entreprise ». C'est cette dynamique qui forme l'enseignement dans les universités en France. Cet enseignement dans sa forme et son contenu ne forme pas de futurs travailleurs et travailleuses prêts à analyser et à transformer le monde mais bien des travailleurs et travailleuses incertains de trouver un emploi en sortie d'étude et prêts à accepter la précarité et l'exploitation. Ainsi l'université, en tant que partie de l'appareil d'État capitaliste, est une machine à tri de classe des étudiants et étudiantes pour ce même État.

En 2019, le gouvernement a instauré une hausse massive des frais d'inscription pour les étudiants et étudiantes non européens, passant ainsi de 170 euros à 2770 euros pour une Licence, allant jusqu'à 3770 euros en Master. Si les étudiants non français représentent au global 14% des effectifs en moyenne, le chiffre grimpe à 18% en Master ; des Licences et Masters qui sont désormais parfois coproduits avec des monopoles. Par exemple, la Licence professionnelle « Conduite en ligne de production » est directement financée mais aussi construite par Auchan. Les stages obligatoires non rémunérés concernent aussi 80% des Masters contre 35% en 2006 avant la loi LRU.

Université de Moscou, dessinée par Lev Vladimirovitch (Prix Staline 1949)

Une université capitaliste ne saurait être émancipatrice et fonctionnelle. Il ne s'agit pas d'un simple service public mais bien d'un enjeu de classe : c'est cet enjeu dont nous avons plusieurs exemples historiques. Sous le socialisme, l'enseignement n'est plus un privilège de classe mais devient un droit garanti à tous. En URSS, l'enseignement supérieur est gratuit et accessible à toutes et tous et tout y est pris en charge : les études, le logement ou encore la nourriture. C'est la planification économique et l'abolition totale de l'accaparement privé de la valeur créée par les travailleurs et travailleuses qui permettent dans un mode de production socialiste d'allouer directement les fonds nécessaires sans dépendre de rentabilité immédiate. C'est dans cette logique également que le nombre de places des différentes formations est adapté aux besoins réels de la société. Ainsi, si l'URSS a pu garantir un enseignement supérieur gratuit, avec un emploi certain à l'issue de chaque formation ce n'est pas par miracle mais bien par ses politiques économiques. Tandis que la France est parmi les pays les plus « performant » en termes de reproduction sociale au sein du système éducatif, l'URSS proposait de véritables politiques éducatives pour abattre ce processus comme des quotas d'enfants d'ouvriers ou de paysans dans les universités.

L'URSS a développé un grand réseau d'éducation révolutionnaire, mais nous pourrions aussi penser à Cuba qui a su proposer un enseignement supérieur gratuit et au service de tous les futurs travailleurs, y compris étrangers.

Les réformes ne suffisent pas, les baisses de budget ne sont que des symptômes des contradictions du système capitaliste et de sa course au profit. Une meilleure gestion du budget des universités ne saurait résoudre cette crise de l'enseignement supérieur, il faut un renversement complet qui la libère de cette loi de marchandisation du savoir qui l'étrangle. Il faut révolutionner l'université. Dressons-nous contre l'université du profit et contre l'exploitation !

Lucas et Hugo

TIKTOK, META, X

LES RÉSEAUX SOCIAUX COMME OUTILS DE L'IMPÉRIALISME

Le 17 janvier 2025, via une loi approuvée par la Cour suprême, le réseau social TikTok est interdit sur le territoire étatsunien, puis finalement remis à disposition sur les plateformes de téléchargement le 13 février. Quelques jours plus tôt, le 8 janvier 2025, Meta, monopole étatsunien possédant Facebook, Instagram et WhatsApp, annonçait la fin de la vérification des informations par des sources externes certifiées (fact-checking) sur ses plateformes aux États-Unis[1], emboîtant le pas de X (anciennement Twitter) qui modifiait globalement sa politique de fact-checking peu de temps après l'acquisition du réseau par Elon Musk en 2022. Musk, homme le plus riche du monde en 2025 et fervent soutien du milliardaire Donald Trump lors de sa campagne, se retrouve d'ailleurs sans surprise au sein du nouveau gouvernement étatsunien.

Concernant l'interdiction de TikTok, il est clair que l'argument de la « garantie de la bonne santé mentale » face à la surexposition à ces médias, et ce comme justification de cette interdiction, ne tient pas. Même s'il existe des conséquences néfastes, on s'étonne de voir que c'est spécifiquement maintenant et sur TikTok que le gouvernement de Trump réagit tandis que les autres réseaux sociaux comme Instagram, Facebook et YouTube ne sont pas remis en cause. Ainsi, comment comprendre cette interdiction ? Tout cela n'est en vérité que manœuvre car cette remise à disposition n'est qu'un sursis temporaire que l'administration Trump compte bien utiliser comme levier de négociations avec ByteDance, monopole chinois possédant TikTok[2]. La première chose à saisir, c'est que les monopoles des réseaux sociaux rapportent gros : Elon Musk (X) et Mark Zuckerberg (Meta) sont actuellement dans le top 3 des hommes les plus riches du monde[3]. Le sursis accordé à TikTok par Trump se veut être un motif de négociations pour un potentiel rachat par une entreprise nationale de la partie étatsunienne du réseau, permettant l'acquisition de capitaux et droits (codes, serveurs, brevets, etc.) et des revenus futurs issus de la publicité[4]. Qu'en est-il de l'abandon du fact checking sous couvert d'une meilleure « liberté d'expression » ? Et d'ailleurs, peut-on garantir cette même liberté d'expression quand on supprime un outil qui est censé évincer les contenus mensongers et les fake news ?

Mais, en complément des intérêts économiques et d'enrichissement personnel, que nous disent tous ces phénomènes ? Peut-on tisser un lien entre les pressions effectuées par les Ètats-Unis sur l'entreprise ByteDance, le rachat du réseau social X par Musk ou le virage réactionnaire de Meta et de son patron Mark Zuckerberg ? Bien évidemment, et c'est dans la compréhension de la concurrence économique entre les États de l'impérialisme que nous pouvons voir ces liens. L'exemple de la guerre en Ukraine, le changement brusque de régime en Syrie ou bien le regain du conflit au Kivu, sont la résultante des différentes bourgeoisies nationales qui vont se placer, avancer ou retirer leurs pions, recomposer leurs alliances. Ces dernières adoptent ainsi une approche stratégique dans la gestion de leur capital. Quand les monopoles étatsuniens font élire Donald Trump à la tête de l'État bourgeois, c'est donc en vue de ces revirements tactiques : retrait soudain du soutien économique étatsunien à l'Ukraine (au moins 119 milliards de dollars déjà déboursés, presque autant que toute l'Europe[5]) pour négocier le partage des ressources de l'Ukraine pour les monopoles étatsuniens mais aussi en vue d'un intérêt toujours grandissant pour l'effort colonial et génocidaire à Gaza[6] et en Cisjordanie[7] aux côtés de l'État israélien. Dans le cadre de cette concurrence, les États bourgeois doivent aussi construire un autre rapport de force qui prend source cette fois-ci dans l'idéologie. Car comme cela fut déjà bien décrit par Lénine, le monde sous l'impérialisme est comme un gâteau que les États se partagent, et dont les frontières se redéfinissent aux rythmes de l'implantation des monopoles et de leurs luttes constantes.

Ainsi, l'utilisation et le contrôle des réseaux sociaux par ces mêmes États bourgeois s'inscrivent aussi dans cette dynamique économique, et c'est en

cela que la guerre idéologique - ni distincte, ni autonome - est l'expression des intérêts économiques des États bourgeois. Cette guerre idéologique n'est pas sans lien avec les sources matérielles qu'expriment les bourgeoisies nationales et leurs monopoles. Contrôler les réseaux sociaux à l'échelle nationale et internationale, pour ces dernières, c'est renforcer leur influence et par extension leurs intérêts capitalistes. C'est pourquoi les États-Unis désirent mettre la main sur TikTok dans le contexte national, ou que Musk voulait à l'échelle internationale posséder la plateforme Twitter. Et donc, au vu des intérêts que portent les États-Unis et son allié l'État bourgeois israélien dans l'actuel génocide en Palestine, il est d'emblée plus profitable pour ces derniers de s'assurer que le contenu pro-palestinien soit minimisé, voire évincé. À l'inverse, l'État bourgeois chinois, n'ayant guère d'intérêt économique fort dans cette affaire, se voit être moins restrictif sur ces mêmes contenus, et peut même y tirer son avantage : cela explique donc aussi, concrètement, pourquoi TikTok censurait beaucoup moins les contenus pro-palestiniens que Facebook ou Instagram, et pourquoi Trump poussait pour l'acquisition nationale de TikTok.

La maîtrise de l'information est donc capitale dans la reproduction de la légitimité bourgeoise, c'est en partie grâce à cela que celle-ci peut à la fois maintenir le consentement des masses dans un contexte national ou à l'inverse renforcer l'illégitimité d'un État bourgeois concurrent dans le cadre international. Enfin, le renforcement d'un État bourgeois passe nécessairement par une réaffirmation des besoins cruciaux du capitalisme dans un contexte accru de concurrence interimpérialiste. Dès lors, voir Meta supprimer la vérification des informations par des sources externes certifiées sur Facebook et Instagram aux États-Unis, au nom de la « liberté d'expression », c'est permettre et autoriser la propagation de la confusion idéologique et les idées réactionnaires. La « liberté d'expression », à l'époque de l'impérialisme, est la liberté d'expression de la classe bourgeoise, qui propagera donc ses idées et intérêts dans la lutte de classes. Une fois les masses au diapason des idéaux bourgeois, il n'est plus guère étonnant de voir ces dernières accepter des lois liberticides comme celles qui remettent en cause les droits des personnes LGBT+. De même, lorsque Meta de nouveau autorise sur ses réseaux sociaux les discours comparant les personnes LGBT+ à des malades mentaux, en parallèle aux lois transphobes du gouvernement Trump, c'est pour faciliter le renforcement de la structure familiale nucléaire patriarcale, noyau nécessaire à l'exploitation capitaliste. En outre, c'est par ce même consentement généralisé que les bourgeoisies monopolistes resserrent toujours plus l'étau de l'exploitation sur les peuples travailleurs. On assiste alors à une fascisation[8] accentuée : la base légale et la vitrine démocratique de la bourgeoisie sont de moins en moins respectées par cette même bourgeoisie (par exemple en France, les 49.3 à répétition, l'impunité pour les délits et crimes commis par les fascistes et la police même lorsqu'ils sont flagrants, ou encore les suites données à la dissolution de l'Assemblée nationale), et la répression s'accentue (par exemple la répression des divers mouvements pro-palestiniens en Europe et aux État-Unis). Les États font tomber le masque pour apparaître sous leur vrai jour d'instruments de la dictature de la classe bourgeoise et de leurs monopoles.

Il est du devoir des communistes révolutionnaires dans le monde d'armer idéologiquement les travailleuses et travailleurs pour la lutte contre l'idéologie bourgeoise, contre les manœuvres réactionnaires de la bourgeoisie et leurs conséquences, contre les guerres impérialistes et la fascisation qui croît. Renforçons nos lutte, construisons et organisons un rapport de force par et pour le peuple-travailleur !

Basile, Raphaël et le Comité de rédaction de La Relève

---

1. https://www.francebleu.fr/infos/societe/pourquoi-la-fin-du-fact-checking-sur-facebook-inquiete-les-specialistes-de-la-lutte-contre-la-desinformation-7788027

2. https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/tiktok/donald-trump-reporte-de-75-jours-l-application-de-la-loi-interdisant-le-reseau-social-tiktok-aux-etats-unis_7027628.html

3. https://www.forbes.com/real-time-billionaires/#10cdffe3d788

4. La publicité représente 98% des revenus de Meta et 77% des revenus de TikTok. Sources : https://investor.atmeta.com/home/default.aspx et https://www.businessofapps.com/data/tik-tok-statistics/

5. https://www.bbc.com/news/articles/crew8y7pwd5o

6. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/10/gaza-donald-trump-declare-que-les-palestiniens-n-auraient-pas-de-droit-au-retour-dans-le-cadre-de-son-plan-pour-le-territoire_6540443_3210.html

7. https://www.courrierinternational.com/article/moyen-orient-donald-trump-va-t-il-autoriser-l-annexion-de-la-cisjordanie-par-israel_227400

8. À ce sujet voir, l'article « Fascisme et fascisation : de la lutte et ses illusions » par l'équipe formation de l'UJC dans l'encart La Relève à IC n°183.

LE MASCULINISME DANS LA JEUNESSE

PREMIER BARAQUEMENT DE LA RÉACTION

Dans l'encart La Relève à Intervention Communiste n°183, nous avions étudié le mouvement tradwife[1]. Dans cet article, nous avions mentionné qu'il était important « de mettre en avant que ce mouvement grandit aux côtés du mouvement « masculiniste » ». Ce mouvement masculiniste est en effet le revers du mouvement tradwife. Par masculinisme, nous désignons les hommes qui théorisent une prétendue crise de la « vraie » masculinité à cause des mouvements et conquêtes féministes. Cette « vraie » masculinité correspond en réalité à l'idéal masculin de la bourgeoisie qui essentialise la rationalité, l'objectivité, la force et la domination de soi (par le culte du corps, du travail et la suppression des émotions), de son environnement et des femmes (ou des personnes qui s'éloignent de cette « vraie masculinité ») comme étant inhérents au sexe masculin. Cet idéal masculin de la bourgeoisie se place face à un idéal féminin de la bourgeoisie qui serait son opposé (et donc incapable de rationalité, d'objectivité, etc.) et qui a été formé pour assigner les femmes à un rôle purement reproductif et justifier cette assignation en présentant la féminité idéale et les valeurs qui lui sont associées (le soin, les émotions, la douceur, l'attention portée à la communauté) comme secondaires. À la manière du mouvement tradwife, le masculinisme est une manière de réassigner les femmes à leur rôle reproductif et les hommes à leur rôle principal de main d'œuvre soumise qui accepte sa condition. Face à une apparente montée du féminisme (certes libéral en majeure partie), le masculinisme est une expression de la lutte idéologique de la bourgeoisie pour renforcer le patriarcat.

Nous sommes aujourd'hui dans un moment d'essor du masculinisme, comme l'a récemment montré, entre autres, l'élection de Donald Trump, fortement soutenu par Elon Musk, ou le récent changement de politique de Meta, l'entreprise de Mark Zuckerberg, pour y restaurer une « énergie masculine ». Les modèles du masculinisme sont donc aujourd'hui de grands chefs d'entreprises ultra-conservateurs. Ces modèles servent à aliéner d'autant plus les jeunes prolétaires qui sont entraînés à voir dans le travail acharné (la fameuse « hustle culture ») une forme d'accomplissement personnel. Or, le masculinisme aliène d'autant plus les jeunes hommes accablés par la domination et les souffrances du capital, puisqu'au lieu de se tourner vers leurs semblables afin de remettre en question l'autorité patronale et s'organiser pour lutter ensemble contre leur précarisation, les masculinistes cultivent la concurrence entre les hommes et rendent impossible toute réelle communication avec les femmes. Cela crée un cercle vicieux d'isolement.

Les masculinistes échangent, se rencontrent et développent leurs mouvements principalement via des plateformes en ligne (comptes YouTube, fils Telegram, groupes WhatsApp, etc). Ces hommes ont majoritairement moins de 35 ans : le mouvement masculiniste gangrène la jeunesses depuis les années 1990 et la contre-révolution mondiale. Par exemple, 52% des jeunes hommes de 25 à 34 ans considèrent que l'on s'acharne trop sur les hommes, et 28% des jeunes hommes considèrent que les hommes sont davantage faits pour être patrons que les femmes[2]. Il faut comprendre cette montée du masculinisme en nous rappelant que 17,2% des jeunes de 17 à 25 ans sont au chômage[3] et que les services publics sont toujours plus détruits. La jeunesse en France, comme nous n'avons de cesse de le montrer et de le documenter par nos luttes et nos journaux, est largement précarisée et écartée de la vie sociale. L'exemple de cette précarisation générale dans la jeunesse est d'autant plus frappante en Allemagne de l'est, où la JA (jeunesse de l'AfD), organise des bastions de socialisation des jeunes hommes où ces derniers apprennent et intègrent les valeurs masculinistes dans l'ambiance la plus réactionnaire[4]. La JA organise la jeunesse, qui a uniquement connu la liquidation méthodique et totale des acquis de la construction du socialisme depuis les années 1990. Ce sont des groupes d'entraînement aux sports de combat qui ont pour objectif de faire des descentes sur les travailleuses et les travailleurs immigrés et sur les femmes, dans un fond d'antisémitisme presque explicite. Il s'agit pour ces jeunes hommes d'essayer de reprendre un pouvoir et une maîtrise de leurs

vies, cette tentative passant notamment par la famille hétérosexuelle nucléaire où l'homme est le chef naturel de sa femme et de ses enfants.

En apparence, la mécanique de bascule de ces jeunes hommes vers un style de vie réactionnaire est similaire à celui des jeunes femmes dans le mouvement tradwife. En effet, les tradwife sont souvent des femmes désillusionnées par le féminisme libéral en ce qu'il comprend l'émancipation uniquement par la conquête des droits des femmes sans remise en cause de leur exploitation et de leur oppression par la société de classes alors que, étant donné que la structure capitaliste n'a pas été démantelée, elles doivent toujours réaliser le travail reproductif dans leurs foyers. Ces femmes sont des victimes parfaites d'influenceuses souvent de la classe bourgeoise ou, plus généralement, des couches aisées, certaines financées par l'Église mormone, dissimulant tout un pan du travail reproductif qu'elles relèguent parfois à des nounous ou femmes de ménage, et qui leurs font miroiter une vie plus simple car supposément plus traditionnelle. Mais il y a entre les masculinistes et les tradwife une différence de taille : le masculinisme peut « profiter » aux hommes en ce qu'ils peuvent dominer et justifier la domination des femmes, alors que les femmes, à moins d'être influenceuses, ne tirent rien du mode de vie tradwife. Au contraire, cela les précarise encore plus que les hommes au long terme et les expose à des violences accrues.

Ainsi, les réseaux de masculinistes ne se réduisent pas à de simple salons de discussion : ce sont de véritables centres d'organisation et d'apprentissage des violences sexistes et sexuelles, violences qui sont, rappelons-le, impératives à la ratification de la « vraie » masculinité, et un outil central de la division genrée du travail au sein du capitalisme. On peut penser à la vague de jeunes hommes qui, au lendemain de l'élection de Trump, se sont exclamés : « Ton corps, mon choix » ; ou alors, la chaîne YouTube « les philogynes » : dans un premier temps, on y suit des vidéos à l'accès gratuit, dans un second temps, on paye pour avoir accès aux formations spéciales sur un Discord pour enfin se retrouver en ville en groupe pour apprendre ensemble le harcèlement de rue et discuter des meilleures façon de violer sa compagne sans que celle-ci ne l'identifie comme un viol[5]. D'autres organisations masculinistes se structurent en réelles organisations fascisantes, comme le #MonteUneEquipe lancé par le Raptor (YouTuber connu pour ses campagnes de harcèlement en ligne contre des femmes) et Papacito (également YouTuber connu et condamné pour sa vidéo dans laquelle il s'entraîne pour tuer des « gauchistes » au couteau comme aux armes à feu). Ce hashtag a permis l'organisation, dans de nombreuses ville de France, de groupe d'entraînement physique et formations théoriques réactionnaires. En quelques mois ce mouvement se spécialise dans la glorification de la violence envers les femmes et les personnes racisées : dans sa section parisienne, certains s'entraînent au tir d'armes à feu. En 2022 les deux YouTubeurs se désolidarisent (sic) publiquement de ces groupes qui vont devenir les groupes de « Vengeance patriotique ». Ces groupes ont l'objectif assumé de « reprendre les choses en main contre le grand remplacement lorsque la République va s'effondrer ». Son dirigeant actuelle est Lucas Sztandarowski, ancien de l'Action Française.[6]

Ces groupes masculinistes ne sont pas uniquement des endroits d'échanges et d'éducation aux VSS : ce sont également l'endroit de recrutement favoris des organisations fascisantes en France ; groupes dans lesquels nous croisons toutes les vermines réactionnaires jusqu'aux néonazis. Ces jeunes hommes d'extraction populaire qui se trouvent enrôlés par le masculinisme finissent par être formés et éduqués au soutien social au capitalisme des monopoles mondialisé, à être des agents actifs de la barbarie et aux formes d'exploitation de l'impérialisme et y compris de leur propre exploitation s'il s'agit d'hommes travailleurs. Nous n'avons de cesse de le répéter : notre époque est celle de l'impérialisme, du capitalisme des monopoles mondialisé avec une division mondiale du travail. Ces organisations et groupes masculinistes et fascisants ne s'activent pas qu'en France mais prennent pleinement leurs places dans les rapports internationaux d'exploitation des femmes et du travail reproductif international. Ces masculinistes sont les mêmes qui font partie des réseaux des « passport bros » : ces hommes partent faire du tourisme sexuel dans les pays du bas de la pyramide impérialiste (principalement des pays d'Amérique latine et d'Asie du sud-est pour la France), leur objectif étant de trouver une épouse dans les pays où le capitalisme des monopoles précarise le plus les femmes[7]. Ils font miroiter à ces femmes un avenir confortable, pour les faire venir dans un pays occidental dans lequel elles se retrouvent isolées et n'ont pas d'autre choix que de jouer un rôle uniquement reproductif auprès de leur mari.

Le masculinisme est donc le premier baraquement de la réaction[8] pour les jeunes hommes des centres de l'impérialisme. Ce mouvement est l'endroit du recrutement du soutien social à l'impérialisme, du viol conjugal à l'exploitation internationale du travail

reproductif gratuit fait par les femmes. Il n'y a qu'une seule solution pour répondre à la précarisation de la jeunesse populaire depuis la contre-révolution mondiale : dénoncer la racine des souffrances des peuples, le capitalisme. Accusons le capitalisme et travaillons à ce que le PCRF devienne le parti de l'avant-garde du prolétariat en France. Car oui, nous devons aussi en faire le constat : en l'absence d'un véritable Parti Communiste, une partie de la jeunesse populaire se tourne vers la réaction pour croire pouvoir reprendre le contrôle de sa vie et s'essayer à un semblant de réussite sociale.

François et Rama

---

1. « Le mouvement tradwife et la montée du sexisme en contexte de crise du capitalisme », IC n°183, p. 8, Laurine et Roxane.

2. « L'inquiétant regain du masculinisme, cette pensée réactionnaire aux origines millénaires », Le Monde, le 13.04.24, Claire Legros.

3. « L'essentiel sur... le chômage », INSEE.

4. « En Allemagne de l'est, l'alternative für deutschland comble un vide politique. Quand l'extrême droite cible la jeunesse. », Le Monde Diplomatique N.850 p. 6, Boris Grésillon.

5. « Qui sont les masculinistes en France ? », Kombini, 2024.

6. Ibid.

7. « Qui sont les passports bros, ces hommes qui cherchent des femmes « moins féministes » ? », Ouest-France le 30 avril 2024, Eva Leray.

8. Idéologie politique visant à revenir en arrière historiquement, idéalisation des modes de production passés

INTERVIEW DE LA RKSM(B)

LIGUE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (BOLCHÉVIQUES), RUSSIE

PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION DE LA RELÈVE ET L'ÉQUIPE INTERNATIONALE DE L'UJC

UJC : Pouvez-nous nous présenter l'histoire de la RKSM(b), ses origines et ses objectifs politiques ?

RKSM(b): Après la chute de l'Union soviétique, le mouvement de jeunesse de gauche en Russie était représenté par la Ligue de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (RKSM) restaurée et sa presse écrite, le journal Bumbarash, qui rassemblait toute la jeunesse communiste.

Cependant, en 1996, les dirigeants du RKSM restaient sur des positions réformistes. La direction du RKSM, aux côtés du Parti Communiste de la Fédération de Russie (CPRF), faisaient tout leur possible pour s'intégrer au système politique de l'État bourgeois. À l'aube du Congrès suivant, l'organisation s'est divisée. En juillet 1997, les membres les plus radicaux du Komsomol ont tenu un Congrès alternatif pendant lequel ils ont décidé de fonder notre organisation, la Ligue de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (bolchéviques).

Politiquement, le Komsomol s'orientait vers le parti communiste le plus cohérent à l'époque : le Parti communiste ouvrier russe (RCWP) depuis le début des années 2000. Depuis, plusieurs générations de membres du Komsomol ont changé, et l'organisation a eu ses hauts et ses bas, mais à partir des années 2020 elle devenait complètement à bout de souffle. Dans le même temps, les contradictions avec le RCWP (il se dégradait continuellement aux niveaux idéologique et organisationnel) se développaient, ce qui ne pouvait qu'affecter l'état du Komsomol. En même temps que la crise s'aggravait dans le pays et à travers le monde, et les attaques de la bourgeoisie sur les droits économiques et politiques de la population et sur le futur de millions de jeunes devenaient de plus en plus dures, la nécessité d'une organisation de jeunesse communiste qui pouvait mener un travail quotidien constant pour préparer de jeunes révolutionnaire se faisait de plus en plus sentir. Ainsi, en janvier 2022, l'organisation renaissait et un Congrès de restauration a été tenu.

La même année, les contradictions entre le RKSM(b) et le RCWP atteignaient leur paroxysme. La direction du RCWP s'est finalement décrédibilisée elle-même lorsque l'opération militaire en Ukraine a commencé, puisqu'ils sont retournés à des positions social-chauvines. Il était devenu clair qu'afin de préserver son sens révolutionnaire et de favoriser son développement politique et organisationnel, le RKSM(b) devait couper tout lien avec un tel parti ; ce qui a été fait. S'étant débarrassée de ses membres social-chauvins et ayant ouvertement opposé tout soutien à une quelconque bourgeoisie dans la soi-disant "opération militaire spéciale", notre organisation est restée fidèle aux principes de l'anti-impérialisme, de l'anti-militarisme et de l'internationalisme prolétarien. Les participants au 16ème Congrès (terminé début 2024) étaient d'accord sur le fait que le RKSM(b) a été capable de se remettre d'une longue crise au sein de l'organisation dans les années 2010 et suite aux conséquences de la scission d'avec le RCWP, ainsi que de défendre le

nom des communistes russes dans le mouvement communiste international.

Le 16ème Congrès a également exposé les grandes lignes d'un certain nombre de tâches fondamentales face aux conditions de vie et de travail devenant de plus en plus dures : renforcement de la discipline organisationnelle interne, entrainement théorique et physique, travail de propagande au sein des étudiants et des jeunes travailleurs et travailleuses, dans lesquelles notre travail conjoint avec le Front du travail russe (RLF) a été d'une grande aide. Enfin, notre organisation paye une attention particulière à une tâche très importante mais difficile et demandant beaucoup de travail, à savoir le développement quantitatif et qualitatif des organisations "sur le terrain". L'accomplissement de ces tâches est nécessaire pour atteindre notre but principal du moment : construire des liens avec la jeunesse et les représentants les plus actifs des masses travailleuses et les préparer pour la lutte révolutionnaire pour leur futur !

UJC : Comment la guerre en Ukraine a-t-elle affecté la jeunesse travailleuse ? Dans leurs conditions de vie et de travail, mais également dans leur conscience politique.

RKSM(b) : Avant, il y avait beaucoup de personnes qui évitaient la politique et n'avaient aucune opinion. Ces personnes existent encore. En revanche, maintenant nous pouvons dire que le nombre de citoyens totalement apolitiques diminue. Les jeunes sont devenus intéressés par la politique, et cela a causé leur polarisation de la même manière que pour les citoyens politiquement actifs. Ainsi, maintenant en Russie, les jeunes sont clairement divisés entre ceux de gauche, ceux de droite, libéraux et étatistes (souvent toujours apolitiques). En juillet 2024, la Fondation de l'opinion publique (FOM) a mené un sondage selon lequel 50 % des jeunes sont intéressés par la politique. En général, la tendance montre que l'apolitisme au sein de la jeunesse diminue assez nettement[1].

En plus de cela, maintenant l'État interagit activement avec les mouvements de droite et même les soutient. De ce fait, il est beaucoup plus facile pour les mouvements de droite de se développer techniquement, mais cela ne mène pas à une augmentation significative du nombre de leurs soutiens. Nous croyons que les jeunes ont souvent commencé à adopter des opinions de gauche. Selon un sondage de l'Institut de recherche socio-politique de l'Académie des sciences de Russie, menée au printemps 2024, presque la moitié des Russes aimeraient vivre dans une société socialiste. Seulement 5 % sont en faveur du capitalisme, tandis que 48 % sont en faveur du socialisme. Le mouvement communiste grandit et s'étend, malgré le fait qu'il n'est pas du tout acceptable par l'État. Les communistes sont sujets à la répression, les activités des propagandistes de gauche sont souvent illégales. Que pouvons-nous dire, vous vous souvenez de l'histoire de Boris Kagarlitksy, un écrivain de gauche qui a fini derrière les barreaux sur de fausses accusations. Il est aujourd'hui toujours en prison.

UJC : Quel est l'état de la lutte des classes en Russie après la guerre en Ukraine, en particulier au sein de la jeunesse travailleuse ?

RKSM(b) : Le jour de début de l'Opération militaire spéciale – le 24 février 2022 – a été le point de départ d'une nouvelle étape du développement des mouvements de gauche, de jeunesse et des travailleurs et travailleuses en Russie.

Beaucoup d'organisations ouvrières matures ont été incapables de restructurer leur travail face à la nouvelle réalité d'un renforcement de la réaction et de la censure militaire ; toutes les relations avec le mouvement syndical international ont été brisées. Elles ont ainsi cessé leurs activités ou perdu beaucoup de leurs membres. Certains groupes communistes, comme le club marxiste Ufa, ont été anéantis par les autorités. Des activistes et publicistes bien connus ont fini en prison.

Dans ces conditions, les manifestations de 2022 et 2023 étaient spontanées et inorganisées, et elles ont été obligés d'abandonner leurs slogans politiques. Les actions les plus notables de cette période étaient les grèves des transporteurs de Yandex Food et Delivery Club, ainsi que la grève des employés des supermarchés Wildberries en 2023. Pendant ces campagnes de manifestation, les groupes de travailleurs et travailleuses les moins protégés socialement, les migrants et les jeunes, manifestaient eux-mêmes activement. Les manifestations des transporteurs ont été suivies d'intimidations par la police et d'actions par les entreprises, et d'une peine de prison pour le dirigeant syndical Kirill Ukraintsev. Wildberries est parvenu à un accord avec les propriétaires de points pick-ups pour les commandes, mais ne s'est pas préoccupé du mécontentement des employés.

En 2024, le Front du travail russe a mené des campagnes en soutien aux employés des offices postales qui étaient massivement licenciés par leur management. Il y avait

également une campagne impliquant les travailleurs et travailleuses de chaînes de magasins. Malgré la répartition assez large de ces actions et leur implication dans un cercle assez large de soutiens, il n'était pas possible d'atteindre des résultats significatifs sur l'organisation des travailleurs et travailleuses dans la lutte pour leurs droits. En août 2024, avec la participation de représentants du Front du travail russe, le syndicat des opérateurs de grues a été rétabli, lequel avait précédement agi en front uni après qu'un de leur collègue a été frappé par un entrepreneur.

À partir de 2024, en réponse à l'augmentation de la propagande, à l'intrusion de l'État dans la vie universitaire, et aux attaques contre les libertés académiques, un nouveau mouvement étudiant s'est aussi formé en Russie. Au printemps et à l'automne 2024, Moscou, Saint-Pétersbourg et Kazan sont devenus des centres de l'activisme universitaire. Les manifestations, qui se déroulent dans de nombreuses institutions éducatives, prennent un caractère ouvertement de gauche et anti-fasciste. À Moscou, les étudiants et étudiantes de l'Université d'État russe pour les humanités ont manifesté contre la création d'un centre éducatif et scientifique nomé d'après le philosophe conservateur Ilyin et qui est dirigé par l'idéologiste d'ultra-droite du gouvernement Alexander Dugin. Les activistes ont réussi à faire changer le recteur et une partie de l'administration, à créer un large réseau inter-régional de personnes partageant les mêmes idées, mais le funeste centre est resté à sa place. Le mouvement a progressivement changé et est devenu le Front étudiant anti-fasciste, dont la direction a spontanément commencé à inclure des social-chauvins venus du LYCL-CPRF[2] pro-gouvernement, qui n'ont pas hésité à collaborer avec des provocateurs et qui, à travers leurs actions, ont progressivement mené le mouvement vers un effondrement total.

Les étudiants et étudiantes de l'université d'économie la plus importante du pays, l'Université nationale de recherche "École des hautes études en sciences économiques", ont également commencé à se rebeller dans la capitale. Ils ont demandé l'organisation d'un conseil étudiant indépendant, mais ont perdu dans leur affrontement avec l'administration. Maintenant des activistes annoncent qu'une organisation étudiante indépendante pour les droits humains a été créée. À Kazan, peu avant le Sommet des BRICS, des étudiants et étudiantes de plusieurs universités majeures ont été expulsés de force de leurs résidences universitaires et leurs cours convertis en enseignements à distance. L'évènement a reçu beaucoup d'attention, et un groupe d'initiative a commencé à récupérer des signatures, mais la police a arrêté son travail. Après cela, un groupe d'activistes a scissionné, cessant d'être une force sérieuse.

La lutte étudiante, pour beaucoup de jeunes qui sont obligés de travailler pendant qu'ils étudient à l'université, devient un entrainement à la lutte syndicale. Le mouvement étudiant lève progressivement la tête, des conflits entre les étudiants et étudiantes et les administrations des universités éclatent constamment à travers le pays, et ils s'aggravent à cause de la montée constante de la réaction dans le pays. En revanche, il est toujours loin d'obtenir des résultats significatifs. La jeunesse étudiante, comme le reste du prolétariat, doit toujours apprendre à se battre pour leurs droits d'une manière organisée.

UJC : La guerre en Ukraine a été un vecteur de division des partis communistes à l'international, révélant les partis opportunistes et soutiens objectifs de l'impérialisme et les partis marxistes-léninistes authentiquement anti-impérialistes. Avez-vous constaté ce cas en Russie, et plus généralement, quelles ont été les conséquences de la guerre en Ukraine sur le mouvement communiste en Russie ?

RKSM(b) : L'Opération militaire spéciale (SMO) a divisé le mouvement communiste à travers le monde, mais elle a également montré l'essence anti-populaire des partis communistes existant en Russie.

Le CPRF a été créé en 1990, dans le passé il a opposé le gouvernement d'Eltsine puis celui de Poutine. Maintenant le parti préconise l'augmentation de la participation de l'État dans l'économie. Il postule que l'introduction progressive de taxes et d'autres réformes permettra de mener à la restauration du socialisme en Russie. Le CPRF s'est tourné vers des positions parlementaires. Il utilise une rhétorique communiste avec pour seul objectif de gagner des sièges au parlement.

En 2009, un nouveau parti communiste a émergé à partir d'anciens membres du CPRF : les Communistes de Russie. Ils ont critiqué le parti de Zyuganov, le CPRF, et ont accusé ce dernier d'opportunisme. Ils se sont proclamés eux-mêmes comme continuateurs de la cause des Bolchéviques. Cependant, les activités de ce nouveau parti n'étaient pas meilleures que celles du CPRF. Son principal objectif était la lutte parlementaire et éloigner des votes du CPRF pour se les attirer.

Quand la SMO a commencé, ces organisations ont commencé à co-

opérer avec la bourgeoisie russe. Le CPRF et les Communistes de Russie ont tous les deux soutenu l'opération. Selon leurs programmes, la Russie s'oppose aux gouvernements fascistes et à l'impérialisme étatsunien, et cela est selon eux beaucoup plus important que la libération du prolétariat.

La SMO a également divisé la communauté de gauche en Russie. Ceux qui la soutenaient ont choisi de coopérer avec le capital russe. Ceux qui voient la SMO comme un conflit entre deux capitaux impérialistes ont des opinions politiques différentes.

Le Parti Communiste en Russie n'a pas encore été établi, mais nous faisons beaucoup pour le former.

Ainsi, l'histoire principale des dernières années en Russie est celle d'une division. Dans les deux ans après le début de la SMO, la division au sein de la "gauche" était celle du choix entre l'une des bourgeoisies ou se ranger du côté de la classe travailleuse. Maintenant, nous faisons face à une division d'une nature plus profonde : les organisations sont en train de définir leurs propres stratégies pour travailler dans de nouvelles conditions et pour s'unir dans des alliances avec ceux qui voient les choses de la même manière. De ce fait, le travail dans les conditions de la SMO a significativement influencé l'environnement politique russe.

En notre propre nom, grâce aux opinions claires que nous avons, nous avons été capables de devenir un centre d'attraction des forces qui pensent de la même manière.

UJC : La guerre en Ukraine a-t-elle changé votre organisation dans sa compréhension d'elle-même ? Si c'est le cas, comment et pourquoi ?

RKSM(b) : Les guerres déclenchées par les impérialistes et pour l'intérêt des impérialistes ne peut pas et ne doit pas changer l'essence et les objectifs des communistes et des organisations communistes. Même avant la guerre, le RKSM(b) menait une propagande contre le capital russe, sa nature impérialiste et l'État bourgeois. En 2007, le RKSM(b) a publié du matériel sur l'impérialisme russe, critiquant diverses figures en Russie et ailleurs qui considéraient le capital impérialiste étatsunien comme étant le principal ennemi et qui ne voyaient aucun danger dans la croissance du prédateur impérialiste russe, et ainsi qui consciemment ou non se levaient pour les intérêts impérialistes du capital russe. Le début de "l'opération spéciale" n'a pas changement notre jugement sur le capital russe et la nature de ses intérêts, y compris en Ukraine ou dans le Donbas. Au contraire, ces évènements ont seulement confirmé que notre analyse était correcte. Nous l'avons présentée dans plus de détails et avec plus de matériels à l'automne 2024.[3]

Même avant la guerre, le RKSM(b) a exposé les déclarations et actions anti-communistes des cercles dirigeants, ainsi que l'exploitation par ces derniers du passé soviétique et des idées et symboles progressistes. Par exemple, le RKSM(b) était la seule organisation de jeunesse qui a opposé et invariablement critiqué le festival de la FMJD qui s'est tenu en Russie en 2017 ; nous avons correctement noté comment le capital impérialiste russe utilise le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants comme une façade et une plateforme pour promouvoir ses propres intérêts sur la scène internationale.

De la même manière, le RKSM(b) a publiquement critiqué le "Festival mondial de la jeunesse" organisé à Sochi en mars 2024, qui n'avait rien à avoir avec le FMJD mais qui a activement exploité les symboles et la rhétorique du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants. Dans notre appel aux organisations progressistes de jeunesse (https://rksmb.org/english/statement-on-the-so-called-world-festival-of-youth-in-2024-eng-esp-fra/), nous avons révélé l'essence de classe et le vrai objectif de cet évènement : construire l'image d'un "État progressiste" à un niveau international à la fois pour l'approbation de la soi-disant "opération militaire spéciale" en Ukraine et pour des exports de capitaux plus profitables, notamment dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine, qui sont devenus très important pour les monopoles russes dans les conditions de l'escalade des contradictions avec le bloc impérialiste euro-atlantique.

Même avant la guerre, le RKSM(b) s'est opposé, du mieux qu'il le pouvait, aux diverses attatques de la bourgeoisie sur les droits des travailleurs et des étudiants, par exemple la monétisation des avantages au début des années 2000, la réforme des retraites en 2018 ou encore les licenciements de masse des travailleurs et travailleuses des postes ou les conditions de travail insoutenables des transporteurs. Cependant, nous avons toujours clairement compris que seulement une lutte révolutionnaire consciente des exploités contre les exploiteurs peut amener à de véritables résultats, et nous nous concentrons sur le travail d'agitation, de propagande et d'organisation pour unir les travailleurs et

travailleuses.

Les contradictions inter-impérialistes s'aggravent et la guerre en Ukraine et ses manifestations, ainsi que les contradictions entre les classes à travers le monde, ne changent pas le caractère communiste de notre organisation, mais au contraire la renforcent. Ainsi, les organisations communistes révolutionnaires doivent être encore plus actives dans leurs activités et en même temps doivent augmenter leur discipline et être prêtes aux attaques de la part de nos ennemis de classe.

---

1. https://fom.ru/Politika/14842

2. Parti Communiste de la Fédération de Russie. Parti russe se réclamant du communisme mais réformiste et parlementariste dans les faits. Il a soutenu l'invasion militaire de l'Ukraine dès que cette dernière a commencé. – *Note du Comité de rédaction de La Relève.*

3. https://rksmb.org/top/imperialism-on-the-example-of-the-russian-federation/

REJOIGNEZ LE CYCLE POLITZER !

FORMATION AUX FONDAMENTAUX DU MARXISME-LÉNINISME, UN DIMANCHE SUR DEUX DE 10H À 12H

Le Cycle Politzer est un cycle de formation visant l'étude et l'assimilation des fondamentaux du Marxisme-Léninisme, en continu toute l'année, à hauteur d'une séance toutes les deux semaines. le Cycle Politzer se segmente en près de vingt-cinq séances sur une année, suivant la trame d'un Guide de Travail Marxiste-Léniniste en cours de finalisation par l'équipe formation de l'UJC. Chacune des séances de deux heures sont introduites et animées par des membres de l'équipe formation de l'UJC. Certaines séances seront introduites par des cadres membres du Comité Central du PCRF.

Le Cycle Politzer est ouvert à toutes et tous, afin de découvrir le Marxisme-Léninisme et provoquer des débats.

Pour assister et participer aux prochaines séances en visio-conférence, merci d'envoyer un mail à unionjc@proton.me

LIRE ET DIFFUSER LA RELÈVE

La Relève est un journal communiste qui a pour objectif d'armer la jeunesse dans son combat contre le capitalisme et pour la révolution socialiste. Ce journal est un outil pour débattre et échanger, afin que nos luttes avancent et s'unissent contre le capitalisme qui est la cause de la précarité, du chômage, de la guerre et de la crise écologique. La Relève, c'est aussi un journal qui informe des idées et de la politique des jeunes communistes de l'UJC (Union de la Jeunesse Communiste), organisation liée au Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF). Ce journal n'existe que par le soutien de ses lecteurs et lectrices, dans une société où le grand capital détient le quasi-monopole de l'information.

ADHÉRER

Le système capitaliste est en crise, il ne parvient pas à répondre à nos besoins (santé, éducation, logement, transports, écologie...). L'UJC fait le constat que le système capitaliste a fait son temps et ne peut pas être amélioré par des réformes comme le proposent les partis de gauche. On ne pourra donc résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par une révolution socialiste et en donnant le pouvoir à ceux et celles qui créent les richesses : le peuple-travailleur et sa jeunesse.

Seul, on ne peut rien : c'est en s'organisant collectivement qu'on peut gagner. Adhérer à l'UJC, c'est lutter. Organise ta colère, rejoins le combat !

NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER :

Notre mail : unionjc@proton.me

Notre site internet : unionjc.fr

Nos réseaux :
- Instagram : @union_jc
- Facebook : UJC - Union de la Jeunesse Communiste
- Bluesky : @unionjc.bsky.social
- X : @union_jc

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

UJC
Leila Khaled
Militante Palestinienne
membre du FPLP